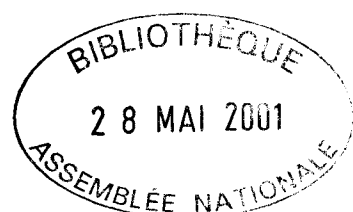


T76E65
E88
2001/02
QL
P. gouv.

ÉTUDE DES CRÉDITS

2001-2002

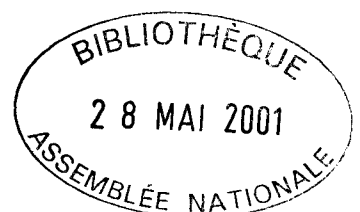
**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**



ÉTUDE DES CRÉDITS

2001-2002

Demande de renseignements généraux



COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES QUESTIONS

	PAGE
1. Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom, le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone.....	1
2. Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles).....	3
<ul style="list-style-type: none"> - tirage; - coût; - distribution; - imprimeur. 	
3. Liste des voyages <u>hors Québec</u> depuis le 1 ^{er} avril 2000.....	5
<ul style="list-style-type: none"> - endroits et dates du départ et du retour; - but du voyage; - personnes rencontrées; - coût; - noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre); - pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés; - bilan et résultat des rencontres. 	
4. Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels.....	6
<ul style="list-style-type: none"> - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2000-2001 et les prévisions pour 2001-2002; - la ventilation des dépenses par types de médias; - les noms des fournisseurs; - le but visé par chaque dépense. 	
5. Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2000-2001 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent.....	11
<ul style="list-style-type: none"> - liste et coût; - copie des soumissions; - copie du questionnaire et du résultat; - firme ayant obtenu le contrat. 	
6. Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2000-2001 à la demande du ministère ou de l'organisme.....	12
<ul style="list-style-type: none"> - liste et coût; - copie des soumissions; - copie des études; - firme ou individu ayant obtenu le mandat. 	

PAGE

7.	Liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 2000-2001 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant	13
	<ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le mandat et le résultat du contrat (rapport ou document final); - la durée du contrat; - le coût du contrat; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 	
8.	Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000-2001 en indiquant.....	14
	<ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions..... 	
9.	Liste détaillée de tous les contrats qui, depuis le 1 ^{er} avril 2000, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat.....	18
10.	Le montant, pour l'année 2000-2001, de chacune des dépenses suivantes.....	19
	<ul style="list-style-type: none"> - la photocopie; - la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie; - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation; - les téléavertisseurs; - le mobilier de bureau; - les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item); - les distributeurs d'eau de source; - le remboursement des frais de transport; - le remboursement des frais d'hébergement; - le remboursement des frais de repas; - le ressourcement ou préparation à la retraite; - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec; b) à l'extérieur du Québec. 	
11.	La liste de tous les véhicules utilisés en indiquant pour chacun	20
	<ul style="list-style-type: none"> - la marque et le modèle du véhicule; - le coût d'acquisition ou de location et l'année de la transaction; - les coûts d'entretien des véhicules (réparation); - les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurances, immatriculation); - les appels d'offres faits en 2000-2001 et les prévisions pour 2001-2002; - spécifier la source de financement : fonds des équipements roulants ou autres. 	

PAGE

- | | | |
|-----|---|----|
| 12. | Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour 2000-2001 ainsi que les prévisions pour 2001-2002. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme. | 21 |
| 13. | Combien de personnes ont bénéficié du programme de départ volontaire et ont été rappelées pour chaque ministère ou organisme. | 22 |
| 14. | <p>À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2000-2001, pour chaque ministère et organisme, et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).....</p> <ul style="list-style-type: none"> - nombre total de jours de maladie pris par le personnel; - nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - nombre total de jours de vacances pris par le personnel. | 23 |
| 15. | <p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis 1994-1995.....</p> <ul style="list-style-type: none"> - évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); - évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; - nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; - nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); - niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; - nombre de personnes (occasionnels, temporaires et contractuels) en indiquant la proportion de ceux qui le sont depuis 5 ans. | 24 |
| 16. | <p>La liste des baux pour les espaces loués de la SIQ en indiquant pour chacun d'eux.....</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'emplacement de la location; - la superficie du local loué; - la superficie réellement occupée; - la superficie inoccupée; - le coût de location au mètre carré; - le coût total de ladite location; - les coûts d'aménagement réalisés en 2000-2001, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; - la durée du bail. | 27 |

PAGE

17. Mis à part la SIQ, la liste des firmes en 2000-2001 de qui sont loués des espaces en indiquant pour chacune d'elles..... 28
- l'emplacement de la location;
 - la superficie du local loué;
 - la superficie réellement occupée;
 - la superficie inoccupée;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - les coûts d'aménagement réalisés en 2000-2001, la nature des travaux et le ou le bureaux visés;
 - la durée du bail;
 - le propriétaire et/ou le nom de la firme.
18. Liste du personnel du cabinet du ministre en 2000-2001 en indiquant pour chaque individu..... 29
- la date de l'entrée en fonction;
 - la date du départ, s'il y a lieu;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - la classification;
 - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - le montant total des indemnités de départ versées;
 - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - la description de tâches;
 - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice 2000-2001;
 - le nombre total d'employés au cabinet;
 - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée.
19. Liste des sommes d'argent versées en 2000-2001 à même le budget discrétionnaire 31
- a) du ministre
 - b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
 - le nom de l'organisme ou de la personne concernés;
 - le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.
20. Liste des crédits périmés, par programme et par élément, pour l'exercice financier 2000-2001..... 32
21. La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2000-2001 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention..... 33
22. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant..... 34
- le poste initial;
 - le salaire;
 - le poste actuel, s'il y a lieu;
 - la date de la mise en disponibilité.

PAGE

23.	Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère.....	35
	<ul style="list-style-type: none"> - nom de la personne; - poste occupé; - salaire; - assignation initiale; - date de l'assignation hors structure; - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu. 	
24.	La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres.....	36
	<ul style="list-style-type: none"> - assignation initiale; - assignation actuelle; - salaire; - période. 	
25.	La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère.....	37
	<ul style="list-style-type: none"> - assignation initiale; - assignation actuelle; - salaire; - période. 	
26.	Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant.....	38
	<ul style="list-style-type: none"> - le salaire de la personne; - le montant reçu du régime de retraite. 	
27.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).....	39
28.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, le nombre d'ETC alloués au projet GIRES ainsi que le total des dépenses encourues et prévues pour ce même projet.....	41
29.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quel est l'impact prévu de l'implantation du projet GIRES sur le nombre d'emplois, une fois le projet complété.....	42
30.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quelles seront les applications de GIRES.....	43
31.	Évolution de la masse salariale de chaque cabinet ministériel depuis 1994-1995 jusqu'à aujourd'hui.....	44

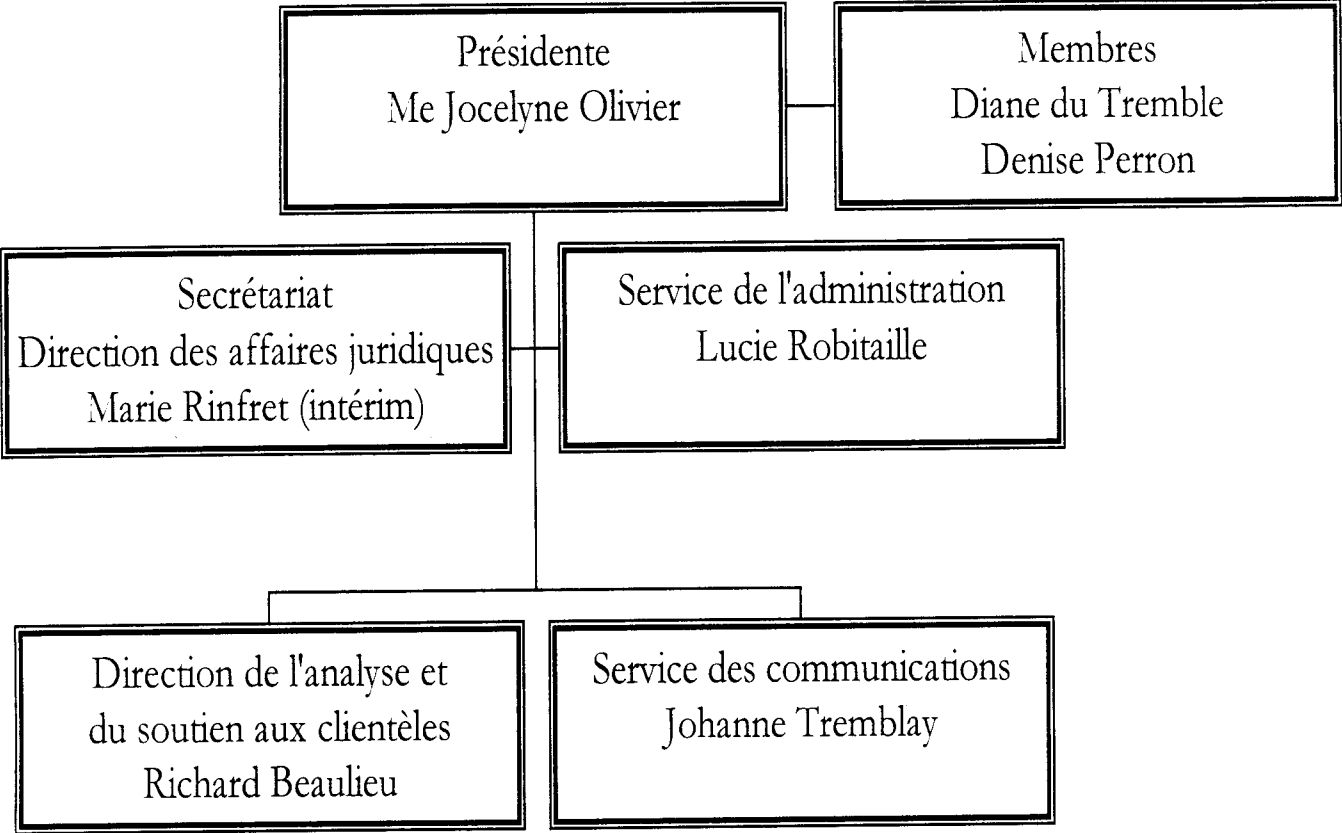
	PAGE
32. Liste de tous les abonnements du ministère et le coût.....	45
<ul style="list-style-type: none"> - livres; - journaux; - magazines; - bulletins électroniques et/ou papiers; - clubs privés ou autres; - billets de saison; - etc. 	
33. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site.....	46
<ul style="list-style-type: none"> - le processus utilisé pour la conception; - le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; - les coûts de construction du site; - le coût de l'entretien et de la mise à jour; - qui est responsable du contenu sur le site; - qui est autorisé à faire des modifications sur le site; - quelle est la fréquence moyenne de mise à jour; - le nombre de visiteurs (hits) par mois; - combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ? 	
34. Quels sont les programmes spécifiques qui sont offerts aux jeunes (15-35 ans), le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programme ?.....	47
35. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger.....	48
<ul style="list-style-type: none"> - la liste des ententes signées et/ou annoncées; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour. 	

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****1. ORGANIGRAMME.**

Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom, le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone.

**L'ORGANIGRAMME
EST PRÉSENTÉ À LA PAGE SUIVANTE.**

Commission de l'équité salariale - Organigramme



COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. LISTE DES PUBLICATIONS.

Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :				
<ul style="list-style-type: none"> - tirage; - coût; - distribution; - imprimeur. 				
TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	IMPRIMEUR
Vos recours en vertu de la Loi sur l'équité salariale	10 000	900,00 \$	8 672	Les Impressions J.L. inc.
Info-Équité : La possibilité d'établir des programmes distincts d'équité salariale sur la base des disparités régionales	7 000	620,00 \$	1 749	Impressions Alliance 900
Démarche-type pour réaliser l'équité salariale	15 000	5 146,00 \$	5 419	Impressions Alliance 900
Info-Équité : L'entreprise en quelques mots	6 000	550,00 \$	1 731	Impressions Alliance 900
L'équité salariale – Une juste mesure	20 000	4 255,00 \$	6 279	Transcontinental Impression
L'équité salariale - Rendre justice aux travailleuses du Québec	20 000	4 080,00 \$	10 386	Transcontinental Impression
Info-Équité : Prendre en compte les caractéristiques et les exigences des emplois féminins	10 000	575,00 \$	1 712	Impressions
Bulletin d'information de la Commission de l'équité salariale – juin 2000	2 000	605,00 \$	1 175	Impressions Alliance 900
Info-Équité : Choix d'une ressource externe ou d'une firme conseil	10 000	445,00 \$	1 339	Impressions Alliance 900
Recourses available under pay equity act	5 000	865,00 \$	59	Les Impressions J.L. inc.
Pay equity a matter of fairness for working women in Quebec	5 000	1 385,00 \$	229	Transcontinental Impression
Guide pour réaliser l'équité salariale dans les entreprises de 10 à 49 personnes salariées	9 500	5 900,00 \$	12 343	Transcontinental Impression
Rapport annuel 1999	515	1 387,00 \$	42	Imprimerie Laurentide inc.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. LISTE DES PUBLICATIONS.

Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :				
<ul style="list-style-type: none"> - tirage; - coût; - distribution; - imprimeur. 				
TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	IMPRIMEUR
Info-Équité : Déterminer le nombre de personnes salariées	60 000	5 000,00 \$	40 524	Imprimerie Héon & Nadeau Ltée
La Commission de l'équité salariale – Un salaire égal pour un travail différent mais équivalent	5 000	474,00 \$	4 795	Les Impressions J.L. inc.
Bulletin d'information de la Commission de l'équité salariale – janvier 2001	2 000	533,00 \$	500	Impressions Alliance 900
Signet promotionnel	10 000	1 050,00 \$	1 100	Caractera
Reprographie de divers documents d'information déjà produits	38 670	21 352,00 \$	30 000	Centre de reprographie

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2000.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM	BILAN ET RÉSULTAT
AUCUN					

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT SUR INTERNET) ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS.

Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels :			
- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2000-2001 et les prévisions pour 2001-2002; - la ventilation des dépenses par type de média; - les noms des fournisseurs; - le but visé par chaque dépense.			
TOTAL DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ			COÛT
DÉPENSES EN 2000-2001			
TOTAL			181 906,00 \$
DÉPENSES PRÉVUES EN 2001-2002			
TOTAL			425 000,00 \$

TITRE DU PROJET	COÛT	TYPE DE MÉDIA	FOURNISSEUR
Promotion de la Loi et des services de la Commission	500,00 \$	Cahier du participant	Groupeement des chefs d'entreprise
idem	753,00 \$	Revue	Objectif Formation Emploi
idem	1 185,00 \$	Journal	L'Édition Journal des gens d'affaires
Idem	1 188,00 \$	Revue	Recto Verso
Idem	1 676,00 \$	Revue	Revue Commerce
Idem	3 775,00 \$	Revue	Entreprendre
Idem	1 265,00 \$	Journal	West Island
Idem	920,00 \$	Journal	L'Édition industrielle

TITRE DU PROJET	COÛT	TYPE DE MÉDIA	FOURNISSEUR
Idem	6 000,00 \$	Revue	Protégez-vous
Idem	1 772,00 \$	Revue	Affaires Plus
Idem	420,00 \$	Journal	Le Journal Économique
Idem	1 320,00 \$	Revue	Magazine PME
Idem	1 296,00 \$	Revue	Capital Québec
Idem	1 734,00 \$	Journal	Les Affaires
Idem	1 734,00 \$	Journal	Les Affaires
Idem	1 135,00 \$	Journal	L'Édition Journal des gens d'affaires
Tournée de formation	188,00 \$	Journal	Courrier de Frontenac
Idem	132,00 \$	Journal	L'Oie Blanche
Idem	143,00 \$	Journal	Peuple Côte Sud
Idem	193,00 \$	Journal	L'Impact
Idem	171,00 \$	Journal	L'Éclaireur-Progrès
Idem	188,00 \$	Journal	Peuple-Tribune
Idem	207,00 \$	Journal	La Parole
Idem	227,00 \$	Journal	L'Express
Idem	227,00 \$	Journal	La Nouvelle
Idem	171,00 \$	Journal	L'Union
Idem	193,00 \$	Journal	Courrier Sud
Promotion de la Loi et des services de la Commission	600,00 \$	Cahier du participant	Groupeement des chefs d'entreprise
Tournée de formation	146,00 \$	Journal	Samedi Express
Idem	151,00 \$	Journal	La Voix de l'Est Plus
Idem	213,00 \$	Journal	Le Soleil du Saint-Laurent
Idem	210,00 \$	Journal	Le Suroît Agricole
Idem	174,00 \$	Journal	La Voix
Idem	325,00 \$	Journal	Le Courrier du Jeudi
Idem	378,00 \$	Journal	Courrier Laval

TITRE DU PROJET	COUT	TYPE DE MÉDIA	FOURNISSEUR
21 novembre 2000 : un an de l'échéance de la Loi sur l'équité salariale	4 248,00 \$	Journal	Le Devoir
Idem	1 900,00 \$	Journal	Le Droit
Idem	9 734,00 \$	Journal	The Gazette
Idem	9 011,00 \$	Journal	Journal de Montréal
Idem	4 027,00 \$	Journal	Journal de Québec
Idem	4 020,00 \$	Journal	Le Nouvelliste
Idem	12 927,00 \$	Journal	La Presse
Idem	1 740,00 \$	Journal	Le Quotidien
Idem	1 064,00 \$	Journal	The Record
Idem	7 144,00 \$	Journal	Le Soleil
Idem	3 690,00 \$	Journal	La Tribune
Idem	1 086,00 \$	Journal	La Voix de l'Est
Idem	6 648,00 \$	Journal	Les Affaires
Tournée de formation	316,00 \$	Journal	Le Réveil du Saguenay
Idem	300,00 \$	Journal	Le Progrès-Dimanche
Idem	218,00 \$	Journal	Le Lac-Saint-Jean
Idem	199,00 \$	Journal	L'Étoile du Lac
Idem	221,00 \$	Journal	Le Quotidien
Idem	221,00 \$	Journal	Le Quotidien
Idem	1 825,00 \$	Radio	Stations du Saguenay-Lac-St-Jean
Promotion de la Loi et des services de la Commission	750,00 \$	Revue	La Gazette des femmes
Idem	655,00 \$	Revue	Objectif Formation Emploi
Tournée de formation	506,00 \$	Journal	Courrier du Sud
Idem	218,00 \$	Journal	Longueuil Extra
Idem	263,00 \$	Journal	Les Actualités Asbestos
Idem	621,00 \$	Journal	La Nouvelle Sherbrooke

TITRE DU PROJET	CÔÛT	TYPE DE MEDIA	FOURNISSEUR
Idem	341,00 \$	Journal	L'Écho de Frontenac
Idem	1 624,00 \$	Radio	Stations de radio de l'Estrie
Idem	176,00 \$	Journal	L'Écho de la Tuque
Idem	182,00 \$	Journal	L'Hebdo du St-Maurice
Idem	235,00 \$	Journal	L'Hebdo Journal
Idem	1 200,00 \$	Radio	Stations de radio de la Mauricie
Promotion de la Loi et des services de la Commission	3 102,00 \$	Journal	Les Affaires
Idem	548,00 \$	Revue	La Gazette Populaire
Tournée de formation	188,00 \$	Journal	L'Action Week-end
Idem	207,00 \$	Journal	L'Expression de Lanaudière
Idem	227,00 \$	Journal	L'Artisan-Repentigny
Idem	235,00 \$	Journal	Hebdo-Rive-Nord
Idem	201,00 \$	Journal	La Revue de Terrebonne
Idem	224,00 \$	Journal	Le Trait-D'Union
Idem	358,00 \$	Journal	L'Argenteuil
Idem	392,00 \$	Journal	Tribune Express/Progrès Watchman
Idem	252,00 \$	Journal	L'Écho de la Lièvre
Idem	302,00 \$	Journal	Le Choix
Idem	381,00 \$	Journal	Le Mirabel
Idem	392,00 \$	Journal	Journal Le Nord
Idem	342,00 \$	Journal	L'Écho du Nord
Idem	487,00 \$	Journal	La Voix des Mille-Iles
Idem	560,00 \$	Journal	Courrier de Groulx
Idem	465,00 \$	Journal	Le Nord Info

TITRE DU PROJET	CÔUT	TYPE DE MÉDIA	FOURNISSEUR
	1 045,00 \$	Radio	Idem Stations de radio des Laurentides
Promotion de la Loi et des services de la Commission	250,00 \$	Revue	Globe
Tournée de formation	325,00 \$	Journal	Le Havre/Le Pharillon/L'Écho de la Baie
Idem	637,00 \$	Journal	Objectif Plein Jour
8 mars 2001	4 464,00 \$	Journal	Le Devoir
Idem	1 760,00 \$	Journal	Le Droit
Idem	9 579,00 \$	Journal	The Gazette
Idem	8 654,00 \$	Journal	Journal de Montréal
Idem	3 675,00 \$	Journal	Journal de Québec
Idem	3 720,00 \$	Journal	Le Nouvelliste
Idem	12 090,00 \$	Journal	La Presse
Idem	1 640,00 \$	Journal	Le Quotidien
Idem	1 120,00 \$	Journal	The Record
Idem	6 762,00 \$	Journal	Le Soleil
Idem	3 390,00 \$	Journal	La Tribune
Idem	1 012,00 \$	Journal	La Voix de l'Est
Idem	1 900,00 \$	Revue	La Gazette des femmes
Idem	2 800,00 \$	Revue	Recto-Verso
TOTAL	181 906,00 \$		

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****5. LISTE DES SONDAGES ET GROUPES DE DISCUSSIONS EFFECTUÉS À LA DEMANDE DU MINISTÈRE.**

Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2000-2001 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie du questionnaire et du résultat;
- firme ayant obtenu le contrat.

AUCUN

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****6. LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES, À L'EXTÉRIEUR OU À L'INTÉRIEUR, DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2000-2001.**

Liste des études commandées, à l'extérieur ou à l'intérieur, durant l'exercice financier 2000-2001 à la demande du ministère ou de l'organisme :

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie des études;
- firme ou individu ayant obtenu le mandat.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****7. LISTE DES CONTRATS DE COMMUNICATION, DE RECHERCHE OU DE RELATIONS PUBLIQUES ATTRIBUÉS EN 2000-2001.**

Liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 2000-2001 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- la durée du contrat;
- le coût;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

LA LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ EST FOURNIE À LA QUESTION 8.

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$, L'INFORMATION SE RETROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2000-2001.

CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION			
Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000-2001 en indiquant :			
<div><ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- le mandat et le résultat (rapport ou document final);- la durée du contrat;- le coût;- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</div>			
NOM	(MANDAT, RÉSULTAT ET DURÉE)	COÛT	MODE *
Psycho-Logic inc.	Conseiller les membres de la Commission dans leur processus de planification stratégique	9 000,00 \$	1
L'École Nationale d'Administration Publique	Exécuter divers travaux dans le cadre du processus de modernisation et d'implantation de la gestion par résultats de l'État	19 800,00 \$	1
Le Groupe Renaud Associés inc.	Fournir des services professionnels dans le cadre du programme d'aide aux employés	5 700,00 \$	1

* 1 : contrat négocié 2 : invitation 3 : fournisseur unique 4: soumission publique

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2000-2001.

CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS			
Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000-2001 en indiquant :			
- le nom du professionnel ou de la firme;			
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);			
- la durée du contrat;			
- le coût;			
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);			
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.			
NOM	(MANDAT, RÉSULTAT ET DURÉE)	COÛT	MODE *
Deschamps Design	Effectuer divers travaux de graphisme pour l'année en cours	9 900,00 \$	1
Ose Design	Effectuer divers travaux de graphisme pour l'année en cours	9 900,00 \$	1
Oxygène Communications	Créer et réaliser une publicité pour le 21 novembre 2000	3 000,00 \$	1
Oxygène Communications	Créer et réaliser une publicité pour le 8 mars 2001	3 000,00 \$	1
Parenthèse Communications	Effectuer divers travaux de communication et de graphisme	9 900,00 \$	1

* 1 : contrat négocié 2 : invitation 3 : fournisseur unique 4: soumission publique

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2000-2001.

CONTRATS RELIÉS A L'INFORMATIQUE			
Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000-2001 en indiquant :			
- le nom du professionnel ou de la firme; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - la durée du contrat; - le coût; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.			
NOM	(MANDAT, RÉSULTAT ET DURÉE)	COUT	MODE
DGSIG	Fournir des services d'accès et de connexité informatiques	1 920,00 \$	3
Groupe SDI inc.	Procéder à des ajouts ou modifications au système informatique développé avec le logiciel Access pour le Service des communications de la Commission	3 000,00 \$	1
Groupe SDI inc.	Procéder à des ajouts ou modifications aux systèmes informatiques développés avec le logiciel Access, assister le personnel de la Commission affecté aux systèmes informatiques, assurer la relève de ce personnel et exécuter divers travaux connexes	15 000,00 \$	1

* 1 : contrat négocié 2 : invitation 3 : fournisseur unique 4: soumission publique

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$
OCTROYÉS EN 2000-2001.

CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL			
<p>Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000-2001 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> le nom du professionnel ou de la firme; le mandat et le résultat (rapport ou document final); la durée du contrat; le coût; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 			
NOM	(MANDAT, RÉSULTAT ET DURÉE)	COÛT	MODE *
M ^r Michel Jolin Kronstroms Desjardins	Conseiller et, au besoin, représenter la Commission devant toute instance, judiciaire ou autre, relativement aux programmes d'équité salariale ou de relativité salariale dans différents dossiers.	<ul style="list-style-type: none"> • 615,00 \$ • 3 042,00 \$ • 9 741,00 \$ • 5 254,00 \$ • 350,00 \$ • 1 006,00 \$ • 336,00 \$ • 406,00 \$ • 102,00 \$ • 1 680,00 \$ • 281,00 \$ • 105,00 \$ • 160,00 \$ • 8 184,00 \$ • 35,00 \$ • 69,00 \$ 	1
Multi Aspects Groupe inc.	Exécuter les travaux requis pour le développement et la prestation d'une formation sur mesure en formation des formateurs de même que le support post formation.	4 190,00 \$	1
Jean Boivin	Donner une formation d'une durée de trois jours portant sur la négociation raisonnée aux enquêteurs de la Commission.	2 450,00 \$	1
Optima Médiation inc.	Donner une formation de cinq jours à l'intention des enquêteurs et visant à acquérir des connaissances et des habiletés en ce qui a trait à tous les aspects de la médiation à la Commission.	12 950,00 \$	1

* 1 : contrat négocié 2 : invitation 3 : fournisseur unique 4: soumission publique

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9. LISTE DES CONTRATS AYANT FAIT L'OBJET D'UN VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE.

Liste détaillée de tous les contrats qui, depuis le 1 ^{er} avril 2000, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial :			
<ul style="list-style-type: none">- le montant du surplus versé;- le montant du contrat initial;- les raisons du dépassement;- le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat.			
SURPLUS VERSÉ	CONTRAT INITIAL	RAISONS DU DÉPASSEMENT	NOM DE L'ENTREPRISE
700,00 \$	3 000,00 \$	Adapter et produire le matériel nécessaire pour rediffuser une publicité produite dans le cadre du 21 novembre 2000, marquant le début de l'année avant l'échéance du 21 novembre 2001.	Oxygène Communication et Marketing

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10. DÉPENSES DE PHOTOCOPIE, DE TÉLÉCOPIE, DE TÉLÉPHONIE CELLULAIRE, DE TÉLÉAVERTISSEURS, DE MOBILIER DE BUREAU, DE FOURNITURES, DE DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE, DE FRAIS DE TRANSPORT, DE FRAIS D'HÉBERGEMENT, DE FRAIS DE REPAS, DE PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTES SESSIONS DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT.

Le montant, pour l'année 2000-2001, de chacune des dépenses suivantes :	
<ul style="list-style-type: none"> - la photocopie; - la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie; - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation; - les téléavertisseurs; - le mobilier de bureau; - les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item); - les distributeurs d'eau de source; - le remboursement des frais de transport; - le remboursement des frais d'hébergement; - le remboursement des frais de repas; - le ressourcement ou préparation à la retraite; - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> a) au Québec b) à l'extérieur du Québec 	
Photocopie	19 725,00 \$
Télécopie (fax)	837,00 \$
Téléphonie cellulaire et coût d'utilisation	1 415,00 \$
Téléavertisseurs	133,00 \$
Mobilier de bureau	38 674,00 \$
Fournitures (agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos/crayons, boîtes de carton)	7 041,00 \$
Distributeurs d'eau de source	369,00 \$
Remboursement de frais de transport et de repas	43 572,00 \$
Remboursement de frais d'hébergement	15 051,00 \$
Ressourcement ou préparation à la retraite	0,00 \$
Participation à des congrès, des colloques et/ou toute session de type perfectionnement ou ressourcement au Québec	40 207,00 \$
Participation à des congrès, des colloques et/ou toute session de type perfectionnement ou ressourcement à l'extérieur du Québec	0,00 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****11. LISTE DE TOUS LES VÉHICULES UTILISÉS.**

La liste de tous les véhicules utilisés en indiquant pour chacun :

- la marque et le modèle du véhicule;
- le coût d'acquisition ou de location et l'année de la transaction;
- les coûts d'entretien des véhicules (réparation);
- les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurances, immatriculation);
- les appels d'offres faits en 2000-2001 et prévisions pour 2001-2002;
- spécifier la source de financement : fonds des équipements roulants ou autres.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. NOMBRE ET RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN, DU PERSONNEL FÉMININ, DU PERSONNEL HANDICAPÉ, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, DES ANGLOPHONES ET DES AUTOCHTONES DU MINISTÈRE POUR CHAQUE CATÉGORIE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2000-2001.

TRANCHES D'ÂGE :

DESCRIPTION D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN		PERSONNEL FÉMININ		PERSONNEL HANDICAPÉ		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES	
	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%
HORS-CADRES 35 À 55			3	6,3	—	—	—	—	—	—	—	—
CADRES SUPÉRIEURS 35 À 55	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
PROFESSIONNELS - 35	1	2	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—
35 À 55	8	16,7	14	29,2	—	—	—	—	—	—	—	—
FONCTIONNAIRES - 35			2	4,2	—	—	—	—	—	—	—	—
35 À 55	3	6,3	12	25,0	—	—	—	—	—	—	—	—
+ 55			2	4,2	—	—	—	—	—	—	—	—
STAGIAIRES - 35	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	14	29	34	70,9	—	—	—	—	—	—	—	—

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

13. COMBIEN DE PERSONNES ONT BÉNÉFICIÉ DU PROGRAMME DE DÉPART VOLONTAIRE ET ONT ÉTÉ RAPPELÉES POUR CHAQUE MINISTÈRE OU ORGANISME.

Combien de personnes ont bénéficié du programme de départ volontaire et ont été rappelées pour chaque ministère ou organisme.

LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DE CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

14. À CHACUN DES MOIS DU DERNIER EXERCICE BUDGÉTAIRE 2000-2001, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME ET CE, PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : A) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL; B) NOMBRE TOTAL D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.); C) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL.

CONGÉS DE MALADIE										VACANCES (JOURS)										TEMPS SUPPLÉMENTAIRE (HEURES)																					
Prof.			Fonct.			Ouvr.			Cadres			Prof.			Fonct.			Ouvr.			Prof.			Fonct.			Ouvr.			Prof.			Fonct.			Ouvr.					
Cadres			Prof.			Fonct.			Ouvr.			Cadres			Prof.			Fonct.			Ouvr.			Prof.			Fonct.			Ouvr.			Prof.			Fonct.			Ouvr.		
AVRIL	1	7	4,5						5,5	10				115	101,5				37,5			115	64																		
MAI		6	2,5						9	7				90	58,5				32		20,5	69,5	26,5																		
JUIN		23,5	6,5						22,5	8,5		1		40,75	40,75				16,25		30	10,75	24,5																		
JUILLET	1	6	2						115	111,5		10		13	6,5				2			13	4,5																		
AOÛT		3,5	5,5						159	88		.5		29,5	18,25				7,75		20	9,5	10,5																		
SEPTEMBRE		4,5	2						40	6,5		12		31,75	88,25				34		16	15,75	54,25																		
OCTOBRE		8	1,5						14	4				75	81				44		16	59	37																		
NOVEMBRE		10	7,5						9,5	8				155,5	63,25				58,75		11	144,5	4,5																		
DÉCEMBRE		10	2						25,5	26		2		48,5	29,75				24,25		18	30,5	5,5																		
JANVIER	1	9	3,5						35,5	11		1		103,5	59,5				47,25		27	76,5	12,25																		
FÉVRIER		3,5	1,5							1,5				20,5	22,25				22,25			20,5																			
MARS																																									
TOTAL	3	91	39						435,5	282		26,5		723	569,5				326		158,5	564,5	243,5																		

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

15. ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL.

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis 1994-1995 :

- a) Évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- b) évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- c) nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- d) nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- e) niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- f) nombre de postes occasionnels, temporaires et contractuels.

QUESTION 15 A)	2000-2001		
	Québec	Montréal	TOTAL
HORS-CADRES	1	2	3
CADRES SUPÉRIEURS	3		3
PROFESSIONNELS	24	7	31
FONCTIONNAIRES	11	1	12
SOUS-TOTAL	39	10	49

QUESTION 15 E)

NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES.

S/O

QUESTION 15 F)

NOMBRE DE POSTES OCCASIONNELS, TEMPORAIRES ET CONTRACTUELS EN INDIQUANT LA PROPORTION DE CEUX QUI LE SONT DEPUIS 5 ANS.

<u>QUESTION 15 F)</u>	2000-2001	
	Nombre	% depuis 5 ans
Postes occasionnels	3	0
Postes temporaires	1	0
Postes contractuels	0	0

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****16. LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS PAR LA SIQ.**

La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2000-2001, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail.

LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

17. MIS À PART LA SIQ, LA LISTE DES FIRMES QUI LOUENT DES ESPACES.

Mis à part la SIQ, la liste des firmes en 2000-2001, qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2000-2001, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire et/ou le nom de la firme.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

18. LISTE DU PERSONNEL DU CABINET DU MINISTRE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2000-2001.

18 A) La liste du personnel du cabinet du ministre en 2000-2001 en indiquant pour chaque individu :							
NOM	ENTRÉE EN FONCTION	DATE DE DÉPART	TITRE DE FONCTION	PORT D'ATTACHE	CLASSIFICATION	INDEMNITÉ DE DÉPART	MEMBRE DE LA FONCTION PUBLIQUE
S/O							

18 B) MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR L'EXERCICE 2000-2001.

SALAIRES	HONORAIRES	CONTRATS	TOTAL
S/O			

18C) NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET DU MINISTRE :

S/O

18 D) LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

19. BUDGET DISCRÉTIONNAIRE.

Liste des sommes d'argent versées en 2000-2001 à même le budget discrétionnaire :

a) de la ministre

b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- le nom de l'organisme ou de la personne concernés;
- le montant attribué;
- le projet visé et le résultat.

BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
--------------	---------

S/O	
-----	--

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

21. VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN 2000-2001.

La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2000-2001 dans le cadre des divers programmes à frais partagés :

- pour chacun de ces programmes;
- description sommaire du mode de subvention.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****22. LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIES D'EMPLOI.**

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité.

LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

23. **LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE PAR CATÉGORIES D'EMPLOI RÉMUNÉRÉ PAR L'ORGANISME QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CET ORGANISME.**

Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par l'organisme qui n'occupe aucun poste dans cet organisme :

- nom de la personne;
- poste occupé;
- salaire;
- assignation initiale;
- date de l'assignation hors structure;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

24. LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET AFFECTÉ À DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES.

Liste du personnel rémunéré par le ministère ou l'organisme et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- période.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****25. LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ET AFFECTÉ À NOTRE ORGANISME.**

Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté à notre organisme :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- période.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

26. LISTE DU PERSONNEL PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES) RECEVANT UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION.

Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :

- le salaire de la personne;
- le montant reçu du régime de retraite.

NON APPLICABLE. LES INFORMATIONS DEMANDÉES CONSTITUENT DES RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS AU SENS DE LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

27. LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE.

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).				
Matériel	Modèle	Année d'acquisition	Nombre	Coût
Ordinateur	Access	1997	1	
Ordinateurs	Mycomp	1997	9	
Ordinateurs	IBM 300 XL	1997	9	
Ordinateurs portatifs	IBM Thinkpad	1997	3	
Interfaces	Interfaces	1997	2	
Carte réseau	Carte réseau Xircom	1997	1	
Licences	Logiciel Intranet Ware	1997	30	
Licences	Logiciel Manage Wise	1997	30	
Licences	Logiciel Groupe Wise	1997	30	
Ordinateurs	IBM 300GL	1998	9	
Ordinateurs	IC011 266	1998	4	
Tape back up	Tape back up Dat 8	1998	1	
UPS	UPS Oneac 600	1998	1	
Tape back up	Tape back up Dat 4	1998	1	
UPS	UPS Oneac 400	1998	1	
Carte	SDLC EICON P92 PCI	1998	1	
Scanner	AGFA Sanpscan	1998	1	
Modem externe	GVC 56K	1998	1	
Divers logiciels		1998		
Licences	Office Pro 97	1998	16	
Divers		1998		
Ordinateurs	Seanix TCO11 333	1999	5	
Imprimante	Lexmark E+	1999	1	
Serveur	Compaq Proliant 1600	1999	1	
Module pour imprimante	Lexmark Optra S	1999	1	

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****28. LE NOMBRE D'ETC ALLOUÉS AU PROJET GIREs.**

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, le nombre d'ETC alloués au projet GIREs ainsi que le total des dépenses encourues et prévues pour ce même projet.

LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****29. L'IMPACT PRÉVU DE L'IMPLANTATION DU PROJET GIRES.**

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quel est l'impact prévu de l'implantation du projet GIRES sur le nombre d'emplois, une fois le projet complété.

LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****30. LES APPLICATIONS DE GIRES.**

Pour chacun des ministères ou organismes publics ou parapublics, quelles seront les applications de GIRES.

LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

31. ÉVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE DE CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL DEPUIS 1994-1995 JUSQU'À AUJOURD'HUI.

Evolution de la masse salariale de chaque cabinet ministériel depuis 1994-1995 jusqu'à aujourd'hui.

CES DONNÉES ONT ÉTÉ FOURNIES PAR LES ANNÉES ANTÉRIEURES.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

32. LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DE LA COMMISSION ET LE COÛT

Liste de tous les abonnements et le coût.	
Alter égo – Loi sur les normes du travail	80,00 \$
Accès à l'information	128,00 \$
Agenda	77,00 \$
Annuaire téléphonique judiciaire du Québec	48,00 \$
Bulletin CPQ (Conseil du patronat du Québec)	40,00 \$
Charte canadienne des droits et libertés	98,00 \$
Club de presse Blitz	485,00 \$
Code civil	80,00 \$
Code de procédure civil	80,00 \$
Collection du travail – Relation du travail	50,00 \$
Droits & libertés de la personne en milieu de travail	43,00 \$
Éthique publique	50,00 \$
Gazette des femmes	10,00 \$
Gazette officielle	158,00 \$
La Presse ltée	135,00 \$
Le Devoir	143,00 \$
Le Soleil	132,00 \$
Lois du travail	160,00 \$
Lois refondues	533,00 \$
VIXIT	2 100,00 \$
RPG	295,00 \$
Répertoire électronique de jurisprudence du Barreau	140,00 \$
Répertoire des fournisseurs municipaux	100,00 \$
Revue relations industrielles	60,00 \$
Service de repérage d'information gouvernementale	1 000,00 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

33. SITE INTERNET

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le processus utilisé pour la conception;
- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- les coûts de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- qui est responsable du contenu sur le site;
- qui est autorisé à faire des modifications sur le site;
- quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?

Conception	La conception du site Internet a été confiée à une firme externe en octobre 1997. Cette firme a construit le site à partir des indications données par la Direction des communications.
Firme	Global Internet
Coût de la conception et de l'entretien	2 930,00 \$
Fréquence des mises à jour	de 3 à 4 fois par année (au besoin)
Responsable du contenu	Johanne Tremblay, responsable des communications
Modifications	Marjolaine Hébert, webmestre
Visiteurs	Non déterminé
Réfection totale du site	À venir en avril 2001

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

34. PROGRAMMES SPÉCIFIQUES OFFERTS AUX JEUNES (15-35 ANS), LE NOMBRE DE PARTICIPANTS, LE COÛT DE LA MESURE, DU SERVICE OU DU PROGRAMME.

Quels sont les programmes spécifiques qui sont offerts aux jeunes (15-35 ans), le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programme ?

LE SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE FOURNIRA L'INFORMATION.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****35. LORS DE MISSION À L'ÉTRANGER.**

Pour chacun des ministères ou organismes publics ou parapublics, lors de mission à l'étranger :

- la liste des ententes signées et/ou annoncées;
- les détails de ces ententes;
- les résultats obtenus à ce jour.

LE MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES FOURNIRA L'INFORMATION.

ÉTUDE DES CRÉDITS

2001-2002

Demande de renseignements particuliers



COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES QUESTIONS

La liste contient cinquante-cinq questions. La Commission de l'équité salariale est concernée par deux d'entre elles.

	PAGE
23. a) liste de dépenses de fonctionnement de la Commission de l'équité salariale;	51
b) état de réalisations et des travaux en cours;	
c) copie des contrats ou des mandats confiés à d'autres organismes, des entreprises privées ou des particuliers;	
24. Liste des entreprises ayant déposé un rapport et nombre de décisions rendues par la Commission à ce jour.....	57

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

23A) LISTE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

23a) Liste des dépenses de fonctionnement de la Commission de l'équité salariale.	
FONCTIONNEMENT – PERSONNEL	
▪ Traitement, salaires et allocation	2 402 745
▪ Autres rémunérations	340 285
SOUS-TOTAL	2 743 030
FONCTIONNEMENT – AUTRES DÉPENSES	
▪ Services de transport et communications	546 577
▪ Services professionnels, administratifs et autres	227 963
▪ Entretien et réparation	4 500
▪ Loyers	356 993
▪ Fournitures et approvisionnement	77 647
▪ Matériel et équipement	79 683
▪ Autres dépenses	1 000
SOUS-TOTAL	1 294 363
AMORTISSEMENT	49 351
TOTAL FONCTIONNEMENT	<u>4 086 744</u>
IMMOBILISATIONS	190 766

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****23B) ÉTAT DES RÉALISATIONS ET DES TRAVAUX****23b) État des réalisations et des travaux en cours.****Activités relatives au Secrétariat de la Commission**

- Organisation et suivi des séances de la Commission (la Commission a tenu vingt-deux séances du 1^{er} avril 2000 au 15 mars 2001 inclusivement).
- Suivi de traitement des correspondances diverses de la Commission.
- Finalisation d'un processus de traitement des plaintes.
- Finalisation d'un processus de traitement des différends.
- Mise en place d'un projet pilote de conciliation.
- Tenue de quatre réunions du Comité de consultation.
- Traitement de 107 demandes d'accès.

Activités d'ordre législatif ou réglementaire

- Des travaux sont en cours concernant les pouvoirs réglementaires de la Commission prévus à l'article 114 de la *Loi sur l'équité salariale*.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

23B) ÉTAT DES RÉALISATIONS ET DES TRAVAUX

23b) État des réalisations et des travaux en cours.**Activités relatives aux communications**

- Poursuite de la diffusion de documents visant à préciser divers aspects de la *Loi sur l'équité salariale* et de sa mise en œuvre :
 - L'Équité salariale, une juste mesure (dépliant-affiche);
 - Démarche-type pour réaliser l'équité salariale (brochure);
 - La Commission de l'équité salariale – Un salaire égal pour un travail différent, mais équivalent (dépliant);
 - Vos recours en vertu de la *Loi sur l'équité salariale* à l'intention des travailleuses (dépliant);
 - L'équité salariale. Rendre justice aux travailleuses du Québec (dépliant)
 - La *Loi sur l'équité salariale* : une obligation pour les employeurs, un droit pour les travailleuses (affiche);
 - Feuillet Questions-Réponses :
 - Déterminer le nombre de personnes salariées;
 - Déterminer le nombre de programmes d'équité salariale requis;
 - Déterminer la composition du ou des comités d'équité salariale;
 - Identifier les catégories d'emplois à prédominance féminine et les catégories d'emplois à prédominance masculine;
 - Afficher les résultats;
 - Procéder au versement des ajustements salariaux.
 - Feuillet Info-Équité :
 - Déterminer le nombre de personnes salariées;
 - L'entreprise en quelques mots;
 - La possibilité d'établir des programmes distincts d'équité salariale sur la base de disparités régionales.
- Rédaction, publication et diffusion de nouveaux documents sur la loi et son application :
 - Feuillet Info-Équité :
 - La possibilité d'établir des programmes distincts d'équité salariale sur la base des disparités régionales.
 - L'évaluation des emplois – Prendre en compte les caractéristiques des emplois féminins.
 - L'équité salariale – Choix d'une ressource externe ou d'une firme conseil.
 - Feuillet Questions-Réponses :
 - Déterminer le nombre de personnes salariées (mise à jour)
 - Identifier les catégories d'emplois à prédominance féminine et les catégories d'emplois à prédominance masculine (mise à jour)
 - Guide pour réaliser l'équité salariale dans les entreprises de 10 à 49 personnes salariées (avis de parution adressé à toutes les entreprises visées, production et diffusion d'une version abrégée du guide).
- Parution de publicités dans divers médias en plus de deux placements dans tous les quotidiens du Québec à l'occasion du 8 mars et du 21 novembre 2000.
- Réalisation d'une tournée provinciale de formation.
- Rédaction, publication et diffusion d'un bulletin d'information à l'intention des diverses clientèles.
- Participation à titre d'exposant à huit salons ou expositions.
- Réalisation de conférences et de sessions d'information sur la loi et sa mise en œuvre.
- Poursuite des activités du Service de renseignements téléphonique.
- Préparation du Rapport annuel 2000.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

23B) ÉTAT DES RÉALISATIONS ET DES TRAVAUX

23b) État des réalisations et des travaux en cours.

Activités d'ordre administratif

- Préparation des prévisions budgétaires annuelles et quinquennales;
- Poursuite des activités budgétaires, comptables et financières;
- Élaboration de politiques, de procédures et d'outils de soutien administratif et application des règles administratives internes et gouvernementales;
- Travaux relatifs au plan de délégation de signature à l'égard des ressources financières;
- Poursuite des activités reliées à la gestion documentaire et au centre de documentation;
- Acquisition et installation des équipements requis pour le nouveau personnel de la Commission;
- Aménagement d'une partie des locaux pour les rendre plus fonctionnels;
- Poursuite des activités reliées aux acquisitions ainsi qu'à la gestion des locaux et équipements;
- Poursuite du développement du site Intranet de la Commission;
- Travaux relatifs au cadre de gestion des technologies de l'information;
- Développement d'un système informatique de suivi des dossiers visant à supporter les activités de l'ensemble des unités de la Commission;
 - Travaux visant à renforcer la sécurité informatique notamment par l'installation d'un bastion de sécurité;
 - Installation d'un lien informatique entre les bureaux de Québec et de Montréal;
 - Amélioration de la performance du réseau et des postes de travail informatiques;
 - Développement d'applications pour le suivi des inventaires et le suivi des activités de formation;
 - Coordination de la planification stratégique;
 - Coordination de la préparation de la déclaration de services aux citoyens;
 - Planification et organisation des activités nécessaires à l'implantation du nouveau cadre de gestion de la fonction publique.
 - Travaux visant à implanter des logiciels spécialisés en gestion documentaire et de bibliothèque;
 - Élaboration du programme de développement des ressources humaines et organisation d'activités de formation visant à mieux outiller l'ensemble des employés de la Commission en regard de leurs fonctions;

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

23B) ÉTAT DES RÉALISATIONS ET DES TRAVAUX

23b) État des réalisations et des travaux en cours.

Activités relatives à l'analyse et au soutien aux clientèles

- Tournée régionale permettant de rencontrer plusieurs centaines d'intervenants dans une démarche d'équité salariale.
- Tenue sur une base régulière, de sessions de formation sur l'application de la loi à Montréal et à Québec. Des conférences sont également données auprès des clientèles de groupes qui en font la demande.
- Poursuite de l'analyse des programmes d'équité salariale ou de relativité salariale dont font état les rapports (149) transmis à la Commission conformément au chapitre IX de la loi et transmission d'un rapport d'analyse et recommandations aux employeurs ayant soumis un tel rapport.
- Élaboration et publication d'un guide pour réaliser l'équité salariale dans les entreprises de 10 à 49 personnes salariées.
- Élaboration de documents sur différents sujets, notamment :
 - L'identification des catégories d'emplois et leur prédominance;
 - La rémunération flexible;
 - Les avantages à valeur pécuniaire;
 - Les critères prévus à la loi relativement à la prise en compte de différences salariales aux fins de l'estimation des écarts salariaux; ancienneté, affectation pour formation, pénurie de main-d'œuvre, salaire étoilé, avantages à valeur pécuniaire pour emploi temporaire.
 - Les modes d'ajustements des salaires;
 - Les disparités régionales.
- Préparation d'un état de situation sur les milieux de travail où il n'existe pas de catégories d'emplois à prédominance masculine en vue de l'élaboration du règlement à soumettre à l'approbation du gouvernement.
- Analyse des demandes de programmes distincts en raison de disparités régionales.
- Analyse des plaintes et des différends et enquêtes.
- Développement de collaboration avec des corporations, des associations professionnelles ou des organisations regroupant des entreprises, des salariés et des femmes afin de mieux les outiller dans le support qu'elles apportent à leurs membres dans l'exercice de l'équité salariale.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

23C) COPIE DES CONTRATS OU DES MANDATS

23c) Copie des contrats ou des mandats confiés à d'autres organismes, des entreprises privées ou des particuliers.

RÉPONSE DONNÉE À LA QUESTION NO 8.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

24. LISTE DES ENTREPRISES AYANT DÉPOSÉ UN RAPPORT ET NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES PAR LA COMMISSION

Liste des entreprises ayant déposé un rapport et nombre de décisions rendues par la Commission à ce jour.

- École des Hautes Études Commerciales
- REXFOR
- Pharmetics (1997) inc.
- Produits d'emballage Ball Canada inc.
- Parmalat Canada, Division des produits réfrigérés – Québec
- Elkem Métal Canada inc.
- Ivanhoé inc.
- Household Financial Corporation ltd
- Services Drummondville inc. (Denim Swift)
- Difco, tissus de performance inc.
- Médis Services Pharmaceutiques et de santé inc.
- Papier Scott ltée
- Compagnie de la Baie d'Hudson
- Services après ventes - RSCL inc
- La Baie – Montréal centre-ville
- Société de transport de la Rive-Sud de Montréal
- Zellers
- General Motors du Canada ltée
- Stelfil ltée
- Hafner inc.
- RJR-MacDonald inc.
- Ville de Québec
- Ville de Lévis
- Ville de Rivière-du-Loup
- Conseil du trésor
- Le Château Frontenac

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

24. LISTE DES ENTREPRISES AYANT DÉPOSÉ UN RAPPORT ET NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES PAR LA COMMISSION

Liste des entreprises ayant déposé un rapport et nombre de décisions rendues par la Commission à ce jour.

- Ville de Baie-Comeau
- Communauté urbaine de l'Outaouais
- La Financière Manuvie
- Bayer inc.
- H & R Florasynth
- Metaux Russel
- Ville de Hull
- La Société canadienne de métaux Reynolds ltée
- Graybec Calc inc.
- Parmalat Canada, division des Fromages et Tartinades
- La Fédération Compagnie d'assurances du Canada
- Université de Montréal
- Sun Life Assurance Company of Canada
- Université Concordia
- Schneider Canada Inc.
- La Compagnie Minière Québec Cartier
- Ville de Boucherville
- Disque Améric inc.
- École polytechnique de Montréal
- Tecsult inc.
- **Autres noms qui identifient l'employeur :** Tecsult International Ltée, Tecsult Eduplus Inc., Tecsult Foresterie Inc., Tecsult Environnement Inc., Tecsult Construction Inc., Tecsult Q.M.T., Gendron Lefebvre Inc., ABBDL Inc., Agritecsult Inc., Corrosult, Datasult Inc., Gagné Savard Inc., Imprimec, Intech PEM, Nucléotec Inc., Poulin Thériault Inc.
- The Kidney Foundation of Canada
- Wawanesa
- Compagnie Pétrolière Impériale ltée
- Alliance des professeures et professeurs de Montréal

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

24. LISTE DES ENTREPRISES AYANT DÉPOSÉ UN RAPPORT ET NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES PAR LA COMMISSION

Liste des entreprises ayant déposé un rapport et nombre de décisions rendues par la Commission à ce jour.

- Les Soeurs Missionnaires de l'Immaculée Conception
- Reycan S.E.C.
- Pétro-Canada
- Université Laval
- Université du Québec (siège social)
- Université du Québec à Montréal
- Université du Québec à Trois-Rivières
- Université du Québec à Chicoutimi
- Université du Québec à Rimouski
- Université du Québec à Hull
- Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
- Institut national de la recherche scientifique
- Institut Armand-Frappier
- École nationale d'administration publique
- École de technologie supérieure
- Télé-université
- Axa assurances inc.
- Axa Canada inc.
- Axa Canada Tech inc.
- Domco inc.
- Château Mont Tremblant
- Trans Canada Credit Corporation
- Ville de Saint-Hyacinthe
- Praxair Canada inc.
- Deschênes & Fils ltée

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

24. LISTE DES ENTREPRISES AYANT DÉPOSÉ UN RAPPORT ET NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES PAR LA COMMISSION

Liste des entreprises ayant déposé un rapport et nombre de décisions rendues par la Commission à ce jour.

- Provigo Distribution inc.
- Canon Canada inc.
- Pfizer Canada inc.
- Réseau Publi-Maison inc.
- Publications Transcontinental inc.
- Imprimeries Transcontinental inc.
- Sucre Lanctic inc.
- Cambior inc.
- Corporation de l'Université Bishop's
- Le Groupe UCS
- PCI Chimie Canada inc.
- Office municipal d'habitation de Montréal
- Ville de Longueuil
- Ville de Sainte-Thérèse
- Pharmacia & Upjohn
- Université de Sherbrooke
- Centre Canadien d'Architecture
- Cirque du Soleil
- SITQ Immobilier
- Téléglobe inc.
- Groupe LGS inc.
- La Brasserie Labatt
- Shell Canada limitée
- La Compagnie d'assurance Standard Life
- Novartis Pharma Canada inc.
- Péтромont, société en commandite

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

24. LISTE DES ENTREPRISES AYANT DÉPOSÉ UN RAPPORT ET NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES PAR LA COMMISSION

Liste des entreprises ayant déposé un rapport et nombre de décisions rendues par la Commission à ce jour.

- Chaussures H.H. Brown (Canada) limitée
- Aon Parizeau inc./Aon Reed Stenhouse inc.
- Le Château Montebello
- Hôtel Reine-Élisabeth
- Compagnie d'assurance Combined d'Amérique
- La Corporation Sport Maska Inc.
- Ville de Granby
- Regroupement Loisir Québec
- Van Waters et Rogers Ltée

Nombre d'entreprises ayant déposé un rapport.....	110
Nombre de décisions rendues.....	167

N.B. Certaines entreprises ont déposé plus d'un rapport.